

NOUS ACCUSONS Christophe Deloire d'agir au nom du pouvoir, téléguidé par sa haine de Vincent Bolloré et instrumentalisé par l'Elysée et le gouvernement afin de nuire à la chaîne CNews en essayant de la museler...

NOUS ACCUSONS Christophe Deloire de conflit d'intérêt jamais vu dans l'histoire des médias, lui qui doit normalement défendre les intérêts de TOUS les journalistes dans le monde avec RSF, et qui a accepté en novembre dernier de prendre la tête des Etats Généraux de l'information suite à sa nomination par le président de la République.

NOUS ACCUSONS Christophe Deloire d'être partisan et d'être devenu un commissaire du comité de sécurité publique digne de la Révolution et d'être, à ce titre, le premier censeur de France au mépris du code de déontologie et de la morale la plus élémentaire en matière de solidarité journalistique.

NOUS ACCUSONS Emmanuel Macron de vouloir fermer la chaîne CNews qui n'est pas assez proche du pouvoir et qui soulève des sujets qu'il ne souhaite pas voir à l'image et encore moins, commentés.

NOUS ACCUSONS Emmanuel Macron d'avoir commandé ce rapport via RSF pour avoir une raison de refuser son autorisation d'émettre, lesdites autorisations devant être renouvelées le 5 mai prochain.

NOUS ACCUSONS Emmanuel Macron de vouloir tuer la liberté d'expression ce qui assurément le fera rester dans l'Histoire, personne avant lui n'ayant osé s'attaquer à cette liberté fondamentale de la démocratie.

NOUS ACCUSONS François Jost, universitaire, rédacteur de ce rapport inique, de collusion avec le pouvoir et avec RSF pour produire un rapport orienté, digne de la STASI.

NOUS ACCUSONS François Jost d'être partisan et incompetent pour traiter du pluralisme de la chaîne CNews, lui qui n'a regardé ce média que 15 jours, il y a 2 ans, ce qui lui a permis de se faire une idée précise pour préconiser la censure de cette chaîne.

NOUS ACCUSONS François Jost de ne pas savoir de quoi il parle et de bégayer des arguments visant désormais à ficher les journalistes, les animateurs, les chroniqueurs et les invités d'une chaîne de TV où chacun devra déclarer s'il est de droite ou de gauche, et ce avec la complicité de RSF.

NOUS ACCUSONS une partie de la gauche de se réjouir de cette décision du Conseil d'Etat

qui demain s'appliquera aussi à eux et à leurs rédactions qui devront être plus équilibrées et objectives en incluant des journalistes, des animateurs, des chroniqueurs et des invités de droite.

NOUS ACCUSONS une partie de la gauche et notamment les élus d'extrême gauche de LFI ou EELV de refuser de venir sur les antennes de CNews et après de se plaindre de la liberté d'expression sur cette chaîne alors qu'ils ont peur de se frotter aux vrais journalistes de CNews.

NOUS ACCUSONS une partie de la gauche de sacrifier la liberté d'expression au nom que seules, leurs idées seraient le camp du bien et que les autres doivent se taire.

Voltaire disait : « *Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrais jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire* ». Que nous sommes loin de ce genre de considération, aujourd'hui !

Pascal Gaymard

Partager :

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)